

« La France a besoin de réformes structurelles et d'un partenariat loyal avec ses territoires »

Confronté à la dette abyssale qui plombe notre pays, François Bayrou a entrepris de colmater les brèches.

Indispensable bien qu'exigeante, cette cure s'impose. Mais elle reste insuffisante si elle ignore un principe fondamental : la libre administration des collectivités locales, garantie par la Constitution. Cette pierre angulaire de notre République ne saurait être sacrifiée sur l'autel de l'austérité.

Face à une situation exceptionnelle, il n'est pas indécent de demander un effort collectif aux Français. Mais il est crucial d'y associer équitablement tous les acteurs. Les collectivités territoriales contribuent déjà via des dispositifs comme le DILiCO - Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités - pesant lourdement sur leurs budgets.

L'État doit désormais montrer l'exemple en transformant en profondeur son fonctionnement, réduisant son train de vie et recentrant ses missions régaliennes - aujourd'hui mal assurées. Prélever davantage sur les retraités, les malades ou les territoires ne suffira pas à relancer la France. Les économies drastiques proposées par le Premier ministre doivent s'accompagner de réformes structurelles, aujourd'hui cruellement absentes. Supprimer deux jours fériés - pénalisant l'activité touristique - ou réduire le pouvoir d'achat n'est pas à la hauteur des défis.

Trois chantiers prioritaires s'imposent :

1. Redonner du sens au travail par la baisse des charges et une liberté accrue pour les entreprises ;
2. Réinventer notre système de retraite en introduisant progressivement une part de capitalisation ;
3. Consolider l'échelon local, véritable rempart contre les crises. L'exigence de 5 milliards supplémentaires envers les collectivités est un contresens : elles assurent 70% de l'investissement public et incarnent la solidarité territoriale quand le pouvoir d'achat s'effondre. Elles ne peuvent être traitées comme une simple variable d'économies.

Oui, les territoires assumeront leur part - ils le prouvent déjà. Mais cet effort doit s'inscrire dans un pacte de réciprocité : l'État se réforme en parallèle, allège ses structures et respecte enfin l'esprit de la décentralisation.

La France affronte un « moment de vérité » historique. Ce défi exige non des ponctions aveugles, mais l'audace de réformes courageuses qui restaureront la confiance et relanceront l'espoir - loin des expédients budgétaires qui frappent ceux qui tissent quotidiennement la résilience de nos territoires.

Charles Ange Ginésy, Président du Département des Alpes-Maritimes

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité